

« Organisons-nous parce que nous avons besoin de toute notre force » Gramsci

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Septembre
Octobre 2014 -N°46

1€

2004-2014 : 10 ans
du nouveau DR

L'invité du DR :

Marianne Blume

«..les médias parlent toujours des roquettes oubliant les antécédents»

Martin Willems

DELHAIZE ou le dé-tricotage social

Thierry Verhoeven

Autopsie d'un réac-libéral

Jean-Pierre Michiels

Gaza : la lourde responsabilité occidentale

Bruno Dreswki

Ukraine : silence, on massacre

Juan Domingo Sanchez Estop

Espagne : le séisme du 25 mai

La chronique cinéma de Robert Waeles



Editorial

Une rentrée de dangers et de résistances

Nous avons été soumis depuis le 17 juillet à une avalanche « d'informations » selon lesquelles la Russie et/ou les 'méchants' rebelles de l'Est ukrainien auraient froidement abattu le Boeing 777 de la Malaysian Airlines. Le président Obama lui-même n'a pas hésité à l'affirmer et ce, sans présenter la moindre preuve. Plus curieux encore le gouvernement américain, si prompt à réclamer la transparence chez les autres, n'a toujours pas daigné rendre publique la très riche documentation qu'il possède sur l'environnement du vol de l'avion abattu. Mais l'affaire devient encore plus grave lorsque l'on apprend que le Onderzoeksraad Voor Veiligheid (OVV, « Conseil d'enquête sur la sécurité » des

Pays-Bas, chargé de déchiffrer les « boîtes noires de l'appareil » des Pays Bas a décidé ce 15 août qu'il ne divulguerait pas l'intégralité des informations qu'il est en train de recueillir.

Suite à ces scandaleuses manœuvres, on est en droit de se poser quelques questions. Pourquoi ce culte du secret, inédit jusqu'ici, s'agissant des accidents d'aviation ? Que cherchent à cacher les porte-parole auto-désignés de la vérité ? Avec ce genre de mesures, nous ne sommes plus devant une simple manipulation ; nous sommes face à un comportement obscène et dangereux qui confirme l'absence de scrupules des incendiaires de l'OTAN et de l'UE sous la baguette d'Obama. Et ce sont ces mêmes politiciens qui sont derrière l'aggravation de tensions dans le reste du monde : le soutien à la politique néocoloniale d'Israël et le retour du chaos et de la barbarie en Libye, en Irak et en Afghanistan. Ils ont essayé de faire de même en Syrie mais,

confrontés à une résistance opiniâtre, ils songent aujourd'hui à s'allier à Damas pour faire face à leurs propres créatures islamistes.

Hélas, chez nous, le gouvernement dit suédois semble vouloir confirmer et même conforter sa politique de soumission ouverte vis-à-vis des diktats de l'OTAN et de l'UE. Ainsi, le ministre Reynders, le petit doigt inébranlablement collé à la couture du pantalon, n'a que le oui-oui pour suivre les ordres d'Obama transmis par Barroso afin de satisfaire les appétits guerriers de la Maison Blanche. Et voilà qu'en pleine crise de l'emploi et de l'école et lorsque l'État se dispose à supprimer les allocations à 55 000 chômeurs, ce gouvernement a l'indécence de vouloir réserver 5 milliards d'euros pour remplacer les avions de chasse F16 par d'autres bombardiers atomiques. Oui, comme en 1914, la paix du monde est en danger. Raison de plus pour redoubler nos efforts militants. ■

L'invitée du DR: Marianne Blume

«..les médias commencent toujours par les roquettes oubliant les antécédents»

La passion de son engagement pour la Palestine vient probablement de deux sources. La première de nature quelque peu génétique: Marianne Blume appartient à une famille dont plusieurs d'entre-eux se sont illustrés dans la résistance contre l'occupant nazi et ont payé leur engagement dans les camps. Sa passion pour l'enseignement serait la deuxième. Fraîchement sortie de l'université, elle s'engage dans l'activité éducative dans des quartiers populaires où sont nés ses premiers contacts avec la communauté immigrée. Attentive aux grandes questions de l'actualité internationale, cette double convergence la pousse à continuer sa passion de l'enseignement à Gaza où elle l'exerce pendant dix ans. Revenue en Belgique, Gaza ne l'a pas quittée, bien au contraire. Activiste infatigable de la solidarité avec la Palestine, elle nous explique les origines du conflit en cours et les raisons de sa militance.

Le Drapeau Rouge.- Peux-tu nous résumer brièvement l'historique de l'expansionnisme israélien ?

Marianne Blume.- Brièvement, cela va être difficile... Les dates incontournables sont certainement 1948 et 1967. Dès 1947, et donc avant la création de l'État d'Israël, les troupes juives ont commencé le nettoyage ethnique de la Palestine comme le démontre l'historien israélien



Ilan Pappé. Plus de 450 villages palestiniens ont été détruits et trois quart de la population est envoyée sur les chemins de l'exil. A la fin de la guerre de 1948, Israël a pris plus de territoires que ce que lui octroyait le Plan de partage, voté à l'ONU. Lors de la guerre de 1967, dont les historiens s'accordent à dire aujourd'hui qu'elle ne résulte pas d'une attaque des pays arabes, Israël s'empare de la bande de Gaza et de la Cisjordanie avec Jérusalem-Est, plus les hauteurs du Golan syrien. Depuis ce jour, Jérusalem-Est et les hauteurs du Golan ont été purement et simplement annexés, en claire violation du droit international. Quant à la bande de Gaza et la Cisjordanie, elles ont été occupées et immédiatement colonisées, encore une fois en dépit du droit international. Via les colonies, Israël s'est emparé des ressources palestiniennes: terres arables, carrières et surtout les nappes phréatiques qu'il exploite à son profit. Alors qu'on espérait que les Accords d'Oslo amèneraient à la création d'un État Palestinien, de fait, Israël a continué son expansion coloniale et aujourd'hui, 60% de la Cisjordanie est sous total contrôle israélien. L'implantation ou l'agrandissement des colonies continuent à grande vitesse chassant les habitants autochtones. Sans parler du Mur d'apartheid, du quadrillage de la Cisjordanie par des routes réservées et des checkpoints qui empêchent non

seulement le mouvement des biens et des personnes mais tout simplement encore le développement économique. Quant à la bande de Gaza, si Israël en a retiré ses colonies en 2005, elle reste occupée puisque ni la mer, ni le ciel, ni les voies terrestres ne sont ouvertes. Et je ne parle pas du blocus destiné à maintenir en état de survie une population de 1.800.000 habitants... Certains parlent en Israël d'annexer purement et simplement la Cisjordanie et d'enfermer les Palestiniens dans ce qu'on doit appeler des bantoustans.

Le DR.-Certains expliquent la guerre en cours comme résultant des attaques réciproques entre la partie palestinienne et le gouvernement de Netanyahu...

M.B.- Toujours la même rengaine. L'occupation est la racine du problème: pas d'occupation, pas de résistance, pas de roquettes. Cet élément essentiel semble absent des narrations médiatiques. Par ailleurs, les récits commencent toujours par les roquettes. On oublie que la trêve de 2012 a été violée maintes fois par Israël: exécutions extrajudiciaires et bombardements massifs lorsque Israël a accusé sans preuve le Hamas d'avoir été l'instigateur du meurtre de 3 jeunes Israéliens, qui- il faut aussi le rappeler- ont été enlevés en zone C, sous contrôle exclusif d'Israël. La

punctuation du récit est essentielle: les médias commencent toujours par les roquettes oubliant les antécédents. Par ailleurs, tout peuple occupé a droit à la résistance et le prétendu droit d'Israël à se défendre est une notion complètement ridicule: un occupant ne se défend pas, il occupe, opprime, emprisonne et tue. Si les groupes résistants (Hamas, FPLP et autres) avaient voulu faire des dégâts, ils auraient augmenté la puissance de frappe des roquettes. Or, ce qu'ils ont fait c'est d'en augmenter la portée: une manière de dire "nous sommes là et nous ne sommes pas des victimes consentantes." De 2004 à 2014, ces tirs ont fait d'après B'tselem (une organisations de droits de l'homme israélienne) 26 morts en Israël; rien que durant la dernière opération "Protective Edge", 2000 Palestiens ont été tués...Une autre distorsion est de dire qu'il s'agit d'une guerre avec le Hamas. Ce n'est pas une guerre mais une attaque en règle contre un territoire toujours occupé qui ne possède ni tanks, ni avions, ni navires et ni issue de secours. Par ailleurs, le Hamas n'est pas le seul à résister et aujourd'hui, toutes factions confondues, les gens sont avec la résistance, même les plus opposés à la politique intérieure du Hamas. Enfin, dernière imposture de la plupart des médias, ce n'est pas le Hamas qui négocie via la médiation égyptienne mais bien le gouvernement d'unité nationale. Je suis toujours surprise de lire cette bêtise quand de plus on l'illustre avec un photo de la délégation palestinienne où se retrouvent des membres de l'Autorité Palestinienne.

Le DR.- Vu le passé des rapports entre le Fatah et le Hamas, crois-tu que l'expérience d'un gouvernement unitaire sera durable ?

M.B.- Je n'ai aucune information particulière mais je suis sûre que c'est de l'intérêt de la Palestine. Je pense aussi que ce qui se passe à Gaza va en quelque sorte obliger les deux parties à rester unies. Netanyahu a eu pour objectif en attaquant Gaza de créer la zizanie dans le gouvernement d'unité espérant que le Fatah se distancierait du Hamas. Or, il n'en est rien car la résistance de Gaza a trouvé écho en Cisjordanie et qu'il était impossible d'aller à l'encontre de ce mouvement de fond. C'est la volonté du peuple mais c'est aussi une nécessité pour les deux (Fatah et Hamas surtout)

s'ils veulent garder l'appui des Palestiniens et donc leur pouvoir. Ce qui est sûr c'est qu'Israël a peur de cette unité et que les pressions ne vont pas cesser. Ni sans doute les tergiversations à l'intérieur du mouvement palestinien.

Le DR.- Comment vois-tu l'avenir immédiat et à moyen terme du conflit? Et le positionnement politique des divers pays de la région?

M.B.- L'avenir immédiat? Je suis assez pessimiste dans la mesure où les grandes puissances n'agissent pas: aucune sanction contre Israël, aucune mesure concrète pour donner plus de poids à la partie palestinienne. Au contraire, les USA continuent à armer Israël et l'Europe, à part quelques mesures timides concernant les investissements dans les colonies, continue à traiter Israël comme un Etat privilégié, le plus privilégié de tous les pays avec lesquelles elle a des relations économiques, scientifiques et culturelles. Les Israéliens vont devoir "alléger" le blocus de la Bande de Gaza mais on sait combien les accords sont contournés voire non respectés. En Cisjordanie, l'occupation continue et la colonisation aussi, sans que personne ne l'arrête. Alors que ce soit dans l'immédiat ou à moyen terme, malgré la résistance extraordinaire des Palestiniens, je crois qu'il n'y a que les pressions externes qui pourront faire bouger les choses. Quant aux différents pays de la région, comme le disent mes amis palestiniens, que peut-on en attendre? L'Egypte, deuxième pays de la région a recevoir le plus de subsides des USA, a manifestement pris position contre la Palestine et particulièrement Gaza; de plus, le régime de Sissi collabore au blocus. La Jordanie reste plus que prudente. Le Qatar et l'Arabie Saoudite ont leur agenda et on voit très bien qu'à part donner de l'argent pour des projets humanitaires ou sécuritaires, ils ne sont pas prêts à intervenir. On est loin de la crise du pétrole de 1973. Si ces pays le voulaient, ils pourraient faire pression...

Le DR.- Comment expliques-tu que la Russie ait été si rapidement -et lourdement- sanctionnée suite à la chute de l'Avion malaisien et ce, sans aucune preuve objective sur sa responsabilité en même temps que les crimes israéliens ne méritent que la complaisance ou des timides demandes de «retenue » des

puissances occidentales?

M.B.- Comme d'habitude, deux poids deux mesures. Les intérêts stratégiques, économiques et politiques sont différents mais je ne suis pas assez au courant des enjeux concernant la Russie pour pouvoir m'exprimer en connaissance de cause. Quoi qu'il en soit, Israël reste envers et contre tout un état protégé.

Le DR.- Quelles sont, à ton avis, les priorités que nous, les mouvements de solidarité européens, devront avoir dans notre soutien aux luttes du peuple palestinien ?

M.B.- Nos priorités, c'est d'agir concrètement. D'isoler Israël comme nous l'avons fait pour l'Afrique du Sud. Par le boycott des produits israéliens puisqu'on voit que cela a un effet sur l'image d'Israël et que notre public y est de plus en plus sensible. C'est une action citoyenne à la portée de toutes et tous. Par le boycott académique et culturel aussi, vu qu'il permet de médiatiser via des vedettes ou des scientifiques les raisons qui poussent à refuser de collaborer avec les institutions israéliennes. Mais nous devons aller plus loin et pousser le monde politique à prendre des mesures. Il faut interpellier sans relâche, mener des campagnes comme celles concernant Dexia, la vente d'armes à Israël etc. Il faut faire du lobby auprès des institutions belges et européennes, chacun suivant son approche: droits de l'homme, droit international, aspect humanitaire, aspect sanitaire, aspect éducationnel, aspect écologique etc. Il y a plein de biais par lesquels des groupes, des associations, des partis qui ne partagent pas nécessairement la même vision globale peuvent agir. Mais il faut aussi soutenir les Palestiniens que ce soit par des actions symboliques (manifestations, flash mob etc.) ou par des appuis financiers à des projets locaux ou encore par des visites de terrain pour faire comprendre à un public large ce qu'est l'occupation de la Palestine. Ne jamais lâcher la pression. Demander des sanctions. Pousser au désinvestissement de fonds israéliens. Une dernière chose, nous unir pour devenir une force incontournable pour le pouvoir politique. On a du pain sur la planche! ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

PTB-GO : Retour sur une expérience politique

Paul Marcus

Le 25 mai 2014 fut, pour les militants anticapitalistes, une journée de satisfactions. Pour la première fois depuis de nombreuses années des parlementaires à la gauche du PS et d'Écolo ont réussi leur entrée dans les parlements de notre pays. Ce résultat, celui des listes PTB-GO a certes été le fruit des efforts de mobilisation fournis depuis de nombreuses années par les militants du PTB mais aussi, et de manière conséquente, par la mobilisation unitaire des autres forces politiques composant ces listes.

C'est ainsi que l'on peut affirmer sans trop de risques que, sans la présence de candidats du Parti Communiste, de la Ligue Communiste Révolutionnaire et des personnalités indépendantes, les résultats électoraux n'auraient peut-être pas rencontré exactement le même succès. A souligner aussi que l'appui de secteurs importants du mouvement syndical, essentiellement en Wallonie, a participé à ce succès et conforte la pérennité de cette démarche unitaire.

Nos militants ont procédé à quelques analyses des résultats du scrutin et partagent la satisfaction mentionnée ci-avant en se disant que ce n'est qu'un début d'un processus qui doit se poursuivre et pas seulement sur le terrain électoral. Toutefois, ils ne se montrent pas entièrement satisfaits en ce qui concerne les résultats de nos candidats même si le cumul des voix de préférences des candidats PC dépasse largement le résultat engrangé par nos listes lors du scrutin précédent (2009). Aux régionales de Bruxelles le total des voix des candidats de la LCR et du PC obtenu lors de ces élections, représente près du

double des voix acquises par la liste PC-LCR-PSL-PH aux élections de 2009. Pourtant, disions-nous, ces progrès n'arrivent pas à satisfaire nos camarades qui cherchent à mieux comprendre pourquoi le résultat ne fut pas plus percutant,

Passons rapidement, disent-ils, sur le fait que la tradition du « vote en tête de liste » persiste fortement à gauche et donc la pratique de votes de préférence est très souvent négligée. Par contre, un nombre important d'électeurs ont choisi le panachage de listes, répartissant les votes entre PTB-GO, PS et Écolo. C'est certes un vote « de gauche » mais sans conviction et parfois sans cohérence même si c'est toujours mieux que le cas de ces électeurs qui, par sectarisme anti-PTB, ont choisi tout simplement de s'abstenir ou de ne pas s'exprimer pour nos listes. Il est également vrai que la « nouveauté » d'une alliance avec le PTB était bien trop importante et que les délais pour l'expliquer et mettre en marche la bataille de conviction furent brefs. De l'autre côté la campagne médiatique du PS manipulant l'épouvantail « Bart de Wever » pour faire croire que nous faisons le jeu de la droite nationaliste flamande et du MR, a pu faire mouche dans les deux dernières semaines de la campagne et ce, particulièrement en Wallonie et à Bruxelles. C'est ainsi que l'on a pu voir ce changement radical de tendances et des sondages particulièrement à Bruxelles où la confrontation avec la réalité NVA est plus sensible

Cela dit, les résultats des scrutins européens ont apporté une raison de satisfaction supplémentaire pour les militants communistes. Même si aucun candidat de la liste PTB-GO n'a été élu au Parlement Européen (cela demande de réaliser un score de près de 10%; performance non envisageable pour cette élection) il ne faut pas oublier que le groupe GUE/NGL qui est constitué par les députés de la gauche radicale européenne et notamment par les

communistes, s'est largement renforcé. Il a augmenté son nombre de parlementaires de 25 % et compte maintenant avec 52 députés. Progression remarquable qui a pourtant été largement ignorée par les médias lesquels nous ont abreuvé d'informations sur l'entrée de l'extrême droite au sein du P.E. A les entendre on croirait que c'était la seule information digne d'attention sur les résultats du scrutin européen.

Pourtant, les débats européens doivent exiger toute notre attention. Une large partie des interventions de nos parlementaires vont être menées avec les yeux tournés vers l'Europe. Les différents gouvernements devront tenir compte des normes établies par le TSCG pour établir leurs budgets. L'Union Européenne impose maintenant de nouvelles règles comptables qui ne permettront plus de fonctionner avec un déficit structurel supérieur à 0.5%. Bref, à cause des règles qu'impose l'UE, tous nos gouvernements n'auront que des choix budgétaires « impossibles » et ce sont les travailleurs qui vont devoir payer. Les élus PTB-GO de tous les parlements seront confrontés à tous ces débats budgétaires. Mais, ils pourront s'appuyer pour certains dossiers sur le savoir-faire et l'expérience du GUE/NGL pour interpellier les commissaires européens au Parlement.

Enfin, il y aura dans les prochains mois une bataille qui concernera tous les Parlements (européen, fédéraux, nationaux et régionaux) : la bataille contre le TTIP (un traité commercial et financier sur le commerce transatlantique que la Commission Européenne négocie en douce avec les USA). Dans ce combat, il sera nécessaire de mobiliser beaucoup plus que les députés. Cette bataille se mènera avec les mouvements politiques et sociaux à travers toute l'Europe. Cette bataille devra être menée comme celle, qui fut victorieuse, contre l'AMI (l'Accord Multilatéral sur l'Investissement).

Le soir du 25 mai, nous étions tous convaincus qu'il y aurait des élus pour les

listes PTB-GO. Nous ne savions pas exactement combien et où. Nous pensions à Liège et à Charleroi ; Bruxelles c'était moins sûr. C'était ne pas tenir compte des « tricheurs ». Le lundi matin, nous étions sûrs pour Liège. A Bruxelles grâce à un accord technique entre les listes il y avait 4 élus. Mais à Charleroi il fallait des recomptages. Il y avait de surcroît des problèmes avec les procès-verbaux. Mais voilà : pour effectuer le recomptage il fallait l'accord des députés wallons. Des députés qui avaient compris que s'il y avait un recomptage de votes et que si celui-ci était favorable à PTB-GO, ils ne seraient plus élus. Inutile de dire qu'il fut dès lors décidé qu'il n'y aurait pas ce recomptage. Nous sommes en démocratie, n'est-ce pas?!

A Bruxelles quelques jours plus tard, un député de la majorité déclara que le PTB-GO avait triché, que ce n'était pas démocratique. Faut-il rappeler que c'est cette même majorité qui a modifié la loi électorale? Jusqu'aux élections de 1999 nos Parlements étaient élus avec une

proportionnelle relative. Ensuite, la loi fut modifiée installant le seuil de 5%; le prétexte utilisé était « d'empêcher l'extrême droite » d'entrer dans les Parlements et que c'était pour « protéger la démocratie »! Résultat: en 2004 le FN de l'époque entra dans nos Parlements. A-t-on revu la loi électorale? Messieurs les « démocrates »: en Turquie, le seuil électoral est à 10%! Cela vous inspire-t-il ?

Quelques jours plus tard, un grand quotidien de la Capitale publiait une page entière sous la forme de tribune libre

écrite par des « chercheurs de l'observatoire de la vie politique », L'objet de l'analyse: les petits partis. En fait PTB-GO et le PP. Le PP à reçu une quinzaine de lignes, le reste de la page était consacrée au PTB-GO. Était-ce une analyse de son programme, de la campagne électorale. Non, c'était une attaque fort peu scientifique, bien qu'il fût fait par des universitaires. Plus qu'une analyse

vont être oubliées. Car on nous annonce déjà, à travers des déclarations (de la NVA au PS), que ce sera aux travailleurs de payer, C'est ainsi que dès que l'on parle des milliards d'économies nécessaires tout les regards se tournent vers le budget de la sécurité sociale, les pensions, l'indexation des salaires, l'enseignement...

Le logement social sera aussi touché, Notons tout d'abord qu'il y a maintenant l'obligation, qui est faite par le TSCG, suivant laquelle les dettes des sociétés de logements sociaux (16 milliards d'euros) soient inscrites dans la dette publique. Durant la campagne électorale, nous avons pris l'engagement de mener une bataille pour un vaste plan de construction de logements sociaux. Nous avons avancé l'idée qu'il fallait déposer une proposition de loi pour faire obligatoire la construction de logements sociaux à hauteur de 20% du total de constructions en région bruxelloise.

Le PC reviendra sur cette proposition dès la rentrée. Nous proposerons aux élus PTB-GO de la déposer devant la chambre. Car en la matière le nouveau gouvernement régional bruxellois y va fort ! Le précédent gouvernement travaillait sur un plan de 5000 logements sociaux ; ce plan était en cours de mise en place. Aujourd'hui le nouveau gouvernement nous propose un « vaste » plan de construction de 6.500 logements parmi lesquels.. il y aura des logements sociaux. Voilà qui va satisfaire, selon la

curieuse logique arithmétique du nouveau gouvernement, les 50.000 ayant droit en attente depuis longtemps

Le gouvernement fédéral n'est toujours pas mis en place mais nous imaginons ce que les kamikazes nous concoctent. Raison suffisante pour rester vigilants et prêts à la bataille et à descendre dans les rues s'il le faut pour faire bouger les lignes et engranger quelques victoires contre les plans d'austérité qui menacent, comme toujours, les secteurs les plus faibles de la population. ■



politique, c'était une agression parlant de la manipulation politique du PTB vis-à-vis de ses alliés, réduits par cette article, à la seule LCR.

Aujourd'hui, les partis de gouvernement, eux, se mettent en place. Ils préparent les programmes qui ne pourront être que de l'austérité. Quelle que soit la couleur de ces gouvernements, ils devront se soumettre aux volontés du FMI et de la Commission Européenne.

Il est clair que les promesses électorales

L'affaire Delhaize: détricotage social dans la grande distribution ?

Martin Willems

Le groupe Delhaize a annoncé, ces 11 et 25 juin 2014, un « plan de transformation » menaçant 2500 emplois. Elle aurait l'intention de fermer 14 magasins (790 emplois), de réorganiser ses autres magasins (1660 réductions d'emploi visées) et de supprimer encore 50 emplois dans ses services centraux.

L'annonce provoque d'emblée de nombreuses questions. Comment Delhaize imagine-t-il se « recentrer sur la qualité » en diminuant le nombre de travailleurs par magasin ?

Bien sûr, en application de la « loi Renault », une telle annonce doit faire l'objet, au sein du conseil d'entreprise de Delhaize, d'une « phase d'information et de consultation », qui prendra sans doute plusieurs mois, et qui sera l'occasion pour les représentants du personnel et leurs syndicats de contester le bien-fondé du plan et/ou proposer des alternatives ; à tout le moins de négocier un plan social. Pour l'heure, les discussions entre l'entreprise et les organisations syndicales sont suspendues, jusqu'en septembre.

Il n'a pas fallu attendre longtemps après pour que Cora annonce ce 11 juillet son propre « plan d'avenir » ; il s'agirait cette fois de se séparer de 447 travailleurs sur les 2565 occupées actuellement (ce qui en fait représente plus ou moins la même proportion de réduction d'effectifs que dans le plan Delhaize).

Ces annonces-choc en rappellent une autre : Carrefour, en février 2010, annonçait un « ultime plan de sauvetage ». La direction n'y allait pas par quatre chemins : ce plan devait réussir, ou bien Carrefour quitterait la Belgique. Elle prévoyait la fermeture de 21 magasins, la revente de certains autres au groupe Mestdagh et la suppression de 1672 emplois.

Quatre ans plus tard, que peut-on constater ? Que le nombre de magasins

Carrefour n'a pas diminué, bien au contraire. D'abord les magasins « cédés » à Mestdagh n'étaient qu'un leurre. Car si le groupe Mestdagh reprend bien 16 magasins, ce groupe annonce, quelques jours après la reprise, que ses 69 magasins (les anciens « Champion ») passent en fait tous ... sous l'enseigne Carrefour (sous-titrée, il est vrai, « groupe Mestdagh »).

L'ensemble de l'opération a permis, en fait, au groupe Carrefour de

1. se « débarrasser », par prépension à partir de 52 ans, de ses travailleurs les plus anciens et les plus chers (outre les bonifications à l'ancienneté, les travailleurs les plus anciens conservaient les conditions de travail les plus avantageuses dans le groupe, celles de la commission paritaire 312)

2. imposer l'austérité (modération salariale pour 4 ans et suppression d'avantages existants) à tous les travailleurs¹, et imposer de nouvelles mesures de flexibilité (la fameuse « polyvalence »).

3. développer considérablement son activité, en franchisant sous l'enseigne Carrefour les magasins Mestdagh à l'enseigne Champion² et, cerise sur le gâteau, imposer aux travailleurs de 14 magasins les conditions de travail « Mestdagh » (bien moins favorables, surtout pour les plus anciens) sous prétexte de leur reprise par le franchisé, contrairement à ce que prévoit la loi (CCT 32bis). Ceux qui n'acceptaient pas cette dégradation de leurs conditions de travail pouvaient toujours opter pour le « licenciement volontaire ».

La vérité des chiffres

Sur ce dernier point, le bilan est effarant. On apprend, mi-septembre que « Sur les 800 personnes qui travaillaient dans ces magasins, seules 381 ont accepté leur transfert chez Mestdagh. Les autres ont

opté pour la prépension (138), le départ volontaire (149) ou la réaffectation dans un autre magasin Carrefour (120). Cette dernière possibilité n'était ouverte qu'aux cadres et aux employés de la commission paritaire 312 (hypermarchés), c'est-à-dire ceux qui avaient le plus à perdre financièrement parlant d'un transfert chez Mestdagh. Pour ces catégories de personnel, la diminution salariale pouvait en effet aller jusqu'à 30 % . »

Avec la conséquence qu'en septembre Mestdagh annonce qu'il doit engager 300 personnes pour faire fonctionner les magasins repris à Carrefour. Le bilan de l'opération est absurde : Carrefour supprime plus de mille postes d'emploi, des centaines de travailleurs sont licenciés ou mis en prépension dès 52 ans, ... et Mestdagh doit réengager quelques semaines après pour faire tourner les ex-magasins de Carrefour.

Si l'un des acteurs du secteur arrive ainsi à être plus rentable, pourquoi les autres (Delhaize, Cora, etc) n'essaieraient-ils pas à leur tour ? Ils diront même que c'est une obligation en vertu du principe de « compétitivité » (à entendre ici au sens étroit comme étant la performance comparée en termes de rentabilité par rapport au capital investi par les actionnaires).

Malgré toutes ces annonces et menaces de « fermetures de magasin », personne n'a pu manquer le déploiement, parfois anarchique, de nouveaux points de vente. Que ce soient des « Carrefour Express », des Delhaize « Shop & Go », « Proxy » ou « AD », ce sont tous des franchisés. Le site d'information de Delhaize à destination des potentiels preneurs de franchise indique d'ailleurs qu'ils sont en recherche de nouveaux sites. Dans cette situation, le franchiseur (l'enseigne qui octroie la franchise) n'a même plus à se soucier de limiter ses implantations pour éviter que l'une ne concurrence et ne cannibalise l'autre. Car en cas de nouveau site non rentable, ce sera le franchisé

(celui qui a ouvert le magasin sous enseigne du franchiseur) qui supportera le risque financier de la fermeture. Le franchiseur, lui, quel que soit le nombre de sites de distribution, sera toujours gagnant, et d'autant plus que ses franchisés se battront entre eux pour survivre.

Ce recours massif à la franchise comme outil pour diminuer les conditions de travail, le coût de travail et donc pour augmenter la rentabilité se retrouve dans d'autres formes de précarisation des travailleurs. Comme le recours de plus en plus important aux travailleurs sous statut indépendant. On ne parle pas ici des indépendants traditionnels (petits commerçants, professions libérales), mais du fait de faire travailler, parfois au sein même des entreprises, à côté et comme les salariés, des travailleurs sous statut indépendant. Ainsi se généralise le statut d'indépendant dans des collectifs de travail comme des rédactions de presse, des bureaux de traduction, des écoles et instituts de formation, des entreprises de consultance (informatique, technique, etc), les prestataires paramédicaux au sein d'un hôpital ou à domicile, vendeurs, techniciens itinérants, etc. Dans ces situations, les « indépendants » sont souvent tout aussi subordonnés que les travailleurs salariés (souvent ils signent un contrat de prestation où ils s'engagent, comme dans un contrat de travail, sur leurs temps de prestation, leurs vacances, leurs honoraires, leurs activités complémentaires, etc). Mais ils ne profitent pas des aspects protecteurs du contrat de travail (le droit du travail, la sécurité sociale des travailleurs salariés, la négociation collective), et ils peuvent plus difficilement s'organiser collectivement pour faire valoir leurs droits ou négocier leurs conditions de travail, du moins tant qu'il n'y aura pas de réelle organisation syndicale de ces indépendants.

La réelle dépendance de l'indépendant

Pour illustrer les choses simplement, notons qu'il n'existe pas de concept d'accident de travail ou de maladie professionnelle pour un indépendant. Si le travailleur indépendant glisse dans l'escalier de son « donneur d'ordre » et en garde des séquelles, c'est à lui seul d'en



assumer les conséquences. De même, par exemple, pour un mineur qui travaillerait sous statut d'indépendant et contractait la silicose ; il ne pourrait faire valoir de maladie professionnelle et obtenir d'indemnisation. Il n'y a pas de salaire garanti en cas de maladie, pas de congé de maternité pour les femmes enceintes, pas de congés payés. Il n'y a pas de protection en cas de harcèlement. Avec pour résultat qu'un travailleur indépendant doit contracter de nombreuses assurances (salaire garanti par exemple) fort chères. De nouveau, le risque est transféré de l'employeur vers le travailleur et à beaucoup de points de vue on revient à la situation de travail du XIXème siècle.

De la multiplication du statut indépendant résulte une atomisation, l'individualisation des collectifs de travail et un magistral recul social. Il ne s'agit pas de déclarer ici qu'on défend l'état de « subordination » qui est la caractéristique du travailleur salarié. Toute émancipation, autonomisation et responsabilisation des travailleurs est bonne à prendre. Mais par un simple jeu de substitution de statut (remplacer un salarié par un « indépendant »), sans changer quoi que ce soit, à part les formes, à la subordination du travailleur (le « indépendant » étant dans les faits tout aussi subordonné), on arrive à faire reculer d'un siècle les conditions de travail réelles. Le résultat est que beaucoup de ces nouveaux indépendants sont extrêmement précarisés et constituent un nouveau prolétariat.

Cette évolution et ses enjeux n'échappent pas aux syndicalistes attentifs. En février 2013, puis en mai 2014, les travailleurs de l'entreprise Econocom ont mené des actions syndicales pour dénoncer la multiplication des travailleurs occupés dans l'entreprise sous statut indépendant (notamment à des postes de management).⁴

Franchise, indépendants, détachement, ... Ces exemples doivent susciter notre réflexion. Face à l'énorme désindustrialisation qui accompagne la mondialisation néo-libérale, s'était développé une certaine résignation : « il est fatal que les industries quittent notre pays ; développons l'économie de services qui, elle, ne pourra pas être délocalisée ». Délocalisée, non. Mais avec astuce on peut « délocaliser sans changer de place, d'un groupe de travailleurs à un autre ». Et ainsi contourner les droits des travailleurs, organiser une concurrence sauvage entre ceux-ci, et maximiser le rendement du capital. Le fondement du problème reste, in fine, la propriété privée des moyens de production.■

* Permanent syndical CNE

Le Drapeau Rouge sera présent à Manifiesta, au « Village Associatif » ces 19 et 20 septembre Venez nous dire bonjour !

Jean-Luc Dehaene : Ni vu ni connu, je t'embrouille !

Thierry Verhoeven

Tel qu'avec Wilfried Martens (voir le Drapeau Rouge n° 42), la disparition des hommes politiques, en particulier ceux qui ont eu une longue trajectoire dans la vie politique du pays, nous permettent de faire, si l'on ose dire, aussi une autopsie politique de l'époque avec ses enjeux, les intérêts en jeu ses rivalités et ses conséquences. Cette fois, c'est Jean-Luc Dehaene qui nous sert de cas d'étude.

Expert en tous genres, démineur des bombes communautaires, champion des compromis à la belge, grand homme d'Etat et grand Européen. C'est ainsi que la plupart des médias et des responsables politiques ont salué la mémoire de Jean-Luc Dehaene, décédé le 15 mai. Et si l'expert était plutôt un cumulard affairiste ? Le démineur ? Un boutefeu. Le champion des compromis ? Celui qui sait faire accepter toutes les compromissions. L'homme d'Etat ? Le dézingueur des acquis sociaux soumis aux diktats de l'Union européenne. Et l'Européen ? Un opportuniste. Tant pis pour la mémoire ! Dehaene était une caricature « d'homme à tout faire » d'un Etat où les responsables politiques ont l'habitude des tours de passe-passe. Et si la fameuse méthode Dehaene, finalement, c'était: Ni vu ni connu, je t'embrouille !

L'expert et le cumulard

Voyons son salaire. En 2009, Dehaene avait un salaire brut de 413 000 euros par an. Après ses 70 ans, il lève le pied mais il en gagnait encore 190 000. Sans compter les primes et bonus. Qu'il ne déclarait pas toujours. En 2012, il ne mentionne pas, dans sa déclaration d'intérêts financiers au Parlement européen, les 3 millions d'euros auxquels il peut prétendre en tant



qu'ancien administrateur du géant de la bière AB-Inbev.

Voyons le mélange des genres. En 2011, une étude du Parlement européen avait épinglé une douzaine de députés européens pour des postes difficilement compatibles avec leur mandat de député. Parmi eux, Jean-Luc Dehaene... Il était, entre autres, administrateur de l'entreprise biopharmaceutique Thrombogenics et président de Dexia. Président de Dexia avec le succès que l'on sait... Nommé en 2008, Dehaene démissionne en 2012. Pour Dehaene, redresser Dexia est « mission impossible » et il met en cause l'héritage du passé et la crise de l'euro pour se justifier. Mais les spécialistes du secteur dénoncent surtout une stratégie confuse des dirigeants de Dexia donc aussi de Dehaene...

Dexia, le seul « épisode noir de sa carrière » comme il l'a dit lui-même ? Il y en a eu au moins un autre. En 2001, c'est la faillite de Lernout & Hauspie, une entreprise flamande de nouvelle technologie devenue multinationale. Une entreprise soutenue par le monde politique et surtout par Jean-Luc Dehaene. Les patrons étaient des escrocs. Résultat : des milliers de petits actionnaires ruinés et 5 500 travailleurs au chômage. Ni vu ni connu, je t'embrouille !

Le démineur et le boutefeu

En 1993, sous le premier gouvernement Dehaene, formidable : la Belgique devient

« un Etat fédéral composé de régions et de communautés ». Dehaene et son gouvernement ont su rallier les majorités spéciales francophone et néerlandophone nécessaires à la révision de la Constitution. Tout le monde est content... surtout les néerlandophones. Le gouvernement flamand constate que l'accord réalise presque tout le programme fédéraliste en 10 points du... gouvernement flamand. Et l'article 35 de la nouvelle Constitution de l'Etat fédéral signale que les régions et les communautés exercent a priori TOUTES les compétences. L'article 35 a été ajouté à la demande de la Volksunie, parti nationaliste flamand de l'époque (ancêtre de la NVA).

Des responsables politiques francophones ne sont pas d'accord avec cet article mais l'acceptent, pensant que cette révision de la Constitution est la « der des ders ».

Pour voter cet article 35, l'opposition écologiste monnaie son vote contre des taxes sur les produits polluants. La première version du texte écolo ne plaît pas aux fédérations patronales ? Qu'à cela ne tienne, tout le monde se met d'accord: c'est le consommateur qui paiera. Le gouvernement Dehaene popularise cette mesure sous le nom « d'écotaxes ». Un nom collé aux basques des écologistes qui les pénalise encore aujourd'hui...

En 1993, pour la réforme de l'Etat, Dehaene est applaudi par son parti et par une grande partie du pays. Pourtant, en

2010 et 2011, il y a eu 541 jours de crise notamment à cause de cet article 35... Ni vu ni connu, je t'embrouille !

Compromis et compromission

Par ses tours de passe-passe, Dehaene est premier ministre de 1993 à 1995 puis de 1995 à 1999 malgré les affaires. Et des affaires, il y en a eu. Début 1994, la plus grave : le gouvernement décide de retirer les troupes belges après le début des massacres au Rwanda. Cela encouragea le désengagement de l'ONU. La même année, l'affaire Agusta-Dassault (financement illégal du PS par des entreprises privées) montre la corruption de nos partis politiques. 1996, l'affaire Dutroux montre l'incurie de nos appareils judiciaires et policiers. 1998, le meurtre de la jeune Sémira Adamu, (réfugiée étouffée par les gendarmes lors de son expulsion) montre la honteuse violence policière et le mépris de nos politiques pour le sort des candidats-réfugiés. 1999, le scandale des poulets à la dioxine montre le manque de contrôle public des filières agro-alimentaires avides de profit. L'affaire, révélée tardivement par le gouvernement, est l'overdose qui contribue à la défaite des démocrates-chrétiens aux élections de 1999.

Mais de 1993 à 1999, les deux gouvernements Dehaene tiennent la route avec une coalition mêlant l'Etat CVP, un peu de démocratie-chrétienne, symbolisée par Philippe Maystadt au ministère des finances, et les socialistes en « bouclier » contre trop de libéralisme. Le démocrate-chrétien Maystadt ? Lisons le jugement de l'intellectuel wallon José Fontaine : « Il (Maystadt) a une image progressiste alors qu'il est le produit le plus pur du conservatisme belge comme relais (objectif) du CVP en Wallonie et de cette Pensée unique qui jette l'Europe hors de toute civilisation. » Le « bouclier » socialiste ? En tout cas pas contre les privatisations. Au contraire.

Alors qu'Elio Di Rupo occupe le poste de vice-premier ministre ou au moins de ministre compétent, Dehaene vend des entreprises publiques et non des moindres: Belgacom; la Sabena ; les banques SNCI, INCA, CGER, Crédit communal. Ajoutons encore, la libéralisation de plusieurs secteurs de la

Poste. Et tout ça sans se trop poser de questions. Ainsi, après la vente de la Sabena à Swissair, l'Etat belge reste majoritaire mais laisse Swissair gérer toute l'affaire. Un expert souligne dans une étude sur la Sabena: « Le gouvernement belge avait déjà fait mentalement ses adieux à la Sabena, 6 ans avant la faillite... » Les socialistes vont dire qu'ils ont quand même sauvé l'index sous les gouvernements Dehaene. Mais quel index... Le gouvernement chrétien et socialiste Dehaene crée l'index-santé. Tabac, alcool et carburants sortent du panier de l'index. Autrement dit, les prix et les taxes peuvent augmenter sans aucune augmentation des salaires et des allocations sociales. Le gouvernement Dehaene prétexte la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme et la protection de l'environnement. L'index-santé est, en fait, un saut d'index à perpétuité. Et ce n'est qu'une mesure dans ce que le gouvernement Dehaene appelle le « plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale » connu comme « plan global ». En fait, un plan d'austérité. Ni vu ni connu, je t'embrouille !

Homme d'Etat et dézingueur

Contre le plan global annoncé en 1993 par le gouvernement Dehaene Ier, les syndicats se mobilisent : manifestations importantes, grèves tournantes et même, fait historique, une journée de grève interprofessionnelle en front commun. Mais ni la CSC, ni la FGFB ne vont jusqu'à déstabiliser le gouvernement, le plan global est appliqué. En plus de l'index-santé, le gouvernement impose la modération salariale aux négociateurs interprofessionnels. Il permet une grande flexibilité des conditions de travail. Il augmente le coût des soins de santé. Et bien sûr, il réduit les cotisations patronales à la sécurité sociale. Avec quel résultat ? Lisons, le rapport du bureau du Plan de 1995 : « 45 milliards donnés aux entreprises pour 11 000 emplois créés: les effets d'aubaine et de substitution ayant été très importants... »

Sous les gouvernements Dehaene, les exclusions de chômeurs sont plus nombreuses que sous les gouvernements néolibéraux Martens-Gol des années 80. Dehaene, premier ministre, c'est aussi la pension des femmes retardée, sans coup férir, de 60 à 65 ans comme celle des

hommes au nom de l'égalité homme-femme voulue par l'Union européenne. Ce sont des lois du socialiste flamand Vande Lanotte durcissant les conditions des candidats-réfugiés. C'est la mise au travail des chômeurs, taillables et corvéables à merci via les Agences locales pour l'emploi. Une mise au travail annoncée par une campagne publicitaire mêlant Ancien Régime et sexisme : on y voyait une famille aisée avec ses « domestiques-chômeurs » et ce slogan « Gaston au gazon, Sabine à la cuisine. » Et quand ça ne va pas assez vite, Dehaene impose les pouvoirs spéciaux, comme en 1996 pour respecter les critères de Maastricht. Mais il appelle ça des « lois-cadre » ou lois d'habilitation. Ni vu ni connu, je t'embrouille !

L'Européen ou l'opportuniste

A la mort de Jean-Luc Dehaene, Jacques Delors l'a salué comme un grand Européen. Normal, Dehaene a toujours voulu faire de la Belgique le bon élève de l'union économique et monétaire européenne donc diminuer la dette et le déficit public. C'est-à-dire privatiser et faire une politique d'austérité. Il devait d'ailleurs succéder à Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne en 1994. Il ne l'a pas été et avait alors déclaré : « Je suis déçu pour l'Europe et je reste disponible. » Disponible comme quand on fait appel à lui en 2010 pour résoudre le problème de Bruxelles Hal-Vilvorde. Il échoue et fait un communiqué dans lequel il « affirme avoir formulé plusieurs propositions concrètes. » Il souligne cependant « qu'il n'y a pas d'accord sur l'ensemble de ces propositions », mais que celles-ci pourront « servir de base à la négociation ». Ni vu ni connu, je t'embrouille ! Jean-Luc Dehaene était « l'homme à tout faire » de l'Etat Belgique. Que notre classe dirigeante ait fait appel à un tel personnage en autant de circonstances différentes est peu inquiétant. Dehaene était fils de psychiatre, après l'avoir tant courtisé, c'est peut-être nos responsables politiques qui doivent s'allonger sur le divan et prendre aussi des leçons de démocratie... ■

Conflit Israël-Palestine : les lourdes responsabilités occidentales

Jean-Pierre Michiels

A l'heure où sont écrites ces lignes, une nouvelle tentative de cessez-le-feu est instaurée à Gaza. Avec, selon toute vraisemblance, les mêmes risques d'échec que pour les précédentes si les causes du conflit ne sont pas enfin résolues.

Impasse des politiques bellicistes

Jusqu'ici, les positions tranchées, tant du Hamas qui refuse la démilitarisation de la bande de Gaza que du gouvernement Netanyahu qui persiste dans sa politique de colonisation des territoires palestiniens et refuse la levée du blocus de la bande de Gaza imposé depuis 2006, rendent impossible toute solution politique. D'autant que, dans cette logique guerrière, la partie qui fera le plus de concession apparaîtra comme perdante. C'est pourtant une solution politique qui permettra d'enfin instaurer la paix dans cette région meurtrie. A moins que la Communauté internationale s'accommode de ce qui s'apparente de plus en plus à un génocide de la population civile palestinienne. Car, sans remonter à l'époque coloniale où les puissances européennes, la Grande-Bretagne et la France notamment, se partageaient les territoires du Proche et Moyen-Orient et leurs richesses pétrolières au plus grand mépris des peuples, on ne dénoncera jamais assez les responsabilités actuelles des puissances occidentales - États-Unis inclus - dans la perpétuation de ce conflit et de l'injustice abominable qui frappe le peuple palestinien depuis près de septante ans.

Le renvoi dos-à-dos systématique des deux antagonistes confine à la complicité, non pas avec le faible, mais avec le plus fort, c'est-à-dire Israël, puissamment aidé économiquement et militairement par les États-Unis. Il aboutit à refuser de condamner effectivement - ou alors du bout des lèvres - la colonisation par Israël des territoires de la Palestine qui a été,



à grand peine, admis comme État observateur non membre de l'ONU le 29 novembre 2012,

Allié du Hamas

Par la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens, en dépit des accords conclus et de nombreuses concessions de la part de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) de Yasser Arafat, Israël a délibérément affaibli l'autorité palestinienne. Il est vrai que celle-ci s'est elle-même démonétisée du fait de la corruption qui la gangrène et par l'impasse totale dans laquelle a conduit l'infructueuse politique diplomatique du Président Abbas. A contrario, elle contribue à renforcer la popularité du Hamas qui passe à présent pour être le mouvement de résistance le plus efficace à l'invasion israélienne. Calcul à haut risque que celui du gouvernement hébreu qui, de fait, ne veut toujours pas d'un État palestinien souverain et ravale ses territoires, à l'instar de l'Afrique du Sud de l'apartheid, au rang des Bantoustans, ces régions réservées à la population noire par le pouvoir blanc.

En menant systématiquement une politique d'affrontement, Israël se retrouve aujourd'hui face à un ennemi clairement identifié qu'il entend exterminer, fusse au prix d'un génocide de la population civile. Calcul à très haut risque car le prestige du Hamas, qui se renforce aussi des centaines de martyrs que provoquent les bombardements de Tsahal, l'armée israélienne, se conforte encore - ne le perdons pas de vue - du mouvement djihadiste qui occupe une partie de la Syrie et s'étend à présent en Irak pour créer son État islamiste. La politique colonialiste intraitable d'Israël en a fait « l'allié objectif » du Hamas.

Gesticulations françaises et « ponce-pilatisme » belge

Par son attitude, François Hollande apparaît comme le symbole du renoncement européen face à Israël.

Lors de son voyage dans l'État hébreu, en novembre 2013, le Président français s'est posé, sans vergogne, dans les pas de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy qui avait déjà renoncé aux attitudes beaucoup plus critiques des politiques d'Israël que la France adoptait jusqu'à Jacques Chirac,

dont on se souvient du coup de colère envers les services de sécurité israéliens en 1996. François Hollande, lui, y est allé de son couplet obséquieux affirmant publiquement « son amitié pour Benyamin Netanyahu... et son gouvernement ». Un président socialiste ami d'un gouvernement à participation fasciste ? La diplomatie consiste certes souvent à faire le grand écart ; fallait-il pour autant que Hollande s'aplatisse de la sorte devant un gouvernement qui colonise un État palestinien pourtant reconnu... par la France ?

L'attitude de la diplomatie belge, même si ni Elio Di Rupo, ni Didier Reynders n'ont déclaré publiquement leur flamme à Netaniahou, soutient également une sorte d'équidistance qui fait fi de la réalité politique et militaire sur le terrain. Les derniers communiqués disponibles sur le site du ministère des Affaires étrangères (1) sont le reflet de cette posture. Ainsi, le 31 juillet dernier, un communiqué s'émouvait de la violence de l'intervention israélienne tout en relativisant son propos : « Les deux parties ne peuvent toutefois être mises sur le même pied puisqu'il y a, d'une part, un mouvement terroriste, et, d'autre part, un État qui a le droit et le devoir de défendre sa population », Il exhorte plus loin la population palestinienne à « ... se rallier massivement au Président Abbas ». Or, il est utile de rappeler que le Hamas a remporté les élections dans la Bande de Gaza en 2006. Ce qui valut une double peine à la population gazaouite avec le blocus imposé par Israël et des sanctions économiques infligées par l'Union européenne et les États-Unis, l'un et l'autre plus prompts à sanctionner les Palestiniens qui s'étaient légitimement et démocratiquement exprimés dans les urnes, que de mettre en application les multiples sanctions votées par l'ONU à l'encontre d'Israël.

Plus récemment, le 5 août, à propos d'un des éphémères cessez-le feu, le ministère des Affaires étrangères « ... espère que cette trêve humanitaire pourra être consolidée en un cessez-le-feu durable répondant, avec l'appui actif de la communauté internationale, dont l'Union européenne, aux aspirations du peuple palestinien et aux préoccupations sécuritaires d'Israël », Fort bien. Et donc, notre futur gouvernement plaidera-t-il

auprès de ses partenaires européens pour qu'ils exigent ensemble que « les aspirations du peuple palestinien » à disposer d'un État indépendant et inaliénable, c'est-à-dire débarrassé de l'occupant israélien et des colonies de peuplement, deviennent enfin réalité ? C'est la condition légitime qu'Israël doit respecter pour permettre à sa propre population de vivre en sécurité.

Quelle est donc cette logique néo-coloniale qui consiste à considérer comme légitime qu'un gouvernement réponde aux « préoccupations sécuritaires de sa population » en exterminant des centaines de civils ; et terroriste un pouvoir élu qui refuse l'occupation de son territoire et choisit de se défendre par les armes ? Ce n'est pas avec cette logique que les Occidentaux contribueront à mettre fin à ce conflit car, ainsi que le déclarait, le 30 juillet dernier sur LCI, Michèle Sibony, vice présidente de l'Union Française des Juifs de France « Israël n'a que le pouvoir qu'on lui prête ».



Les véritables enjeux de ce conflit interminable

En comparaison de la promptitude qu'ont les Occidentaux à « régler » les problèmes du monde, soit militairement, soit économiquement, avec ou sans l'aval de l'ONU, mais aussi avec les dégâts collatéraux que l'on sait, comme après les interventions martiales en Irak, en Libye ou encore en Syrie où des armes fournies aux djihadistes anti-Bachar el Assad se retrouvent aujourd'hui en Irak, l'attitude complaisante voire lâche de ces mêmes Occidentaux par rapport au conflit israélo-palestinien trahit des enjeux économiques et géostratégiques dont les principales victimes sont les peuples de ces pays qui désespèrent d'y vivre un jour en paix.

L'impérialisme, ce « stade suprême du capitalisme », ainsi que le définissait Lénine en 1917, retrouve, au Proche et Moyen-Orient, un lustre morbide qui met la planète en grave danger. Israël, indubitablement, constitue l'allié le plus sûr pour la défense du capitalisme international dans la région. Et ce n'est pas pour rien que les États-Unis le soutiennent à la fois économiquement et militairement. Ce n'est pas pour rien non plus que le gouvernement de Madame Merkel s'abstient de toute condamnation de l'État hébreu. « Par son silence continu, l'Allemagne officielle collabore avec Israël dans son trajet de destruction et de mort contre le peuple palestinien à Gaza... », écrit la journaliste israélienne vivant en Cisjordanie, Amira Hass, le 13 août dernier (2). Les gouvernements européens s'engagent plus aisément à soutenir des interventions militaires autorisées par l'ONU qu'à appliquer les sanctions économiques décrétées à l'encontre d'Israël par cette même institution internationale.

Et ce n'est pas l'autorisation hypocrite du gouvernement fédéral belge permettant aux grandes surfaces d'apposer des étiquettes signalant la vente de produits en provenance des territoires occupés par Israël qui constitue une sanction digne de ce nom. C'est une véritable interdiction de ces produits sur notre territoire et de l'envoi d'une délégation commerciale d'entrepreneurs des trois régions en fin d'année, qui peut donner à la Belgique un rôle moteur dans la lutte pour la paix en Palestine. L'argument de la menace sur les échanges commerciaux entre les deux pays ne tient pas quand on sait l'impact qu'aura, notamment sur notre agriculture, le boycott décrété par l'Union européenne contre la Russie ; ce qui n'empêche pas le gouvernement d'appliquer docilement la décision unanime, celle-là, de l'UE.

Donner une chance à la paix et sans doute aussi réduire l'influence islamiste sur la population palestinienne, c'est sanctionner le véritable responsable de ce génocide : Israël, cet État qui, ainsi que l'écrivait récemment l'inlassable militant juif pour la paix, Michel Warshawski, « est en train de sombrer dans le fascisme ». ■

(1) <http://diplomatie.belgium.be/fr/>

(2) <http://www.association-belgo-palestinienne.be/>

L'Ukraine entre répressions et révoltes.

Bruno Drweski

Depuis le démantèlement de l'URSS en 1991, l'Ukraine n'a jamais pu retrouver son niveau économique et social de départ, à la différence d'autres pays ex-socialistes, comme la Biélorussie, qui ont su se reconstituer et préserver une bonne partie des acquis de la période soviétique tout en relançant une dynamique économique, ou d'autres qui après effondrement, comme la Russie d'après Eltsine, ont cherché à discipliner leurs oligarques et reconstruire un embryon de puissance publique.

Dans le cas de l'Ukraine en revanche, en partie à cause des grosses différences régionales sur le plan économique et culturel, rien de tel ne s'est produit. Chaque nouveau président élu a laissé ses oligarques piller le pays et placer le produit de leurs rapines dans les paradis fiscaux protégés de fait par les puissances occidentales. Pendant ce temps, la population ukrainienne est passée de 52 millions d'habitants à moins de 45, le gros des émigrants allant vers la Russie d'où ils assurent par leurs envois 12% du PIB ukrainien. D'autres émigrent vers l'Europe où ils contribuent à faire pression à la baisse sur les salaires.

Par ailleurs, l'électorat ukrainien a toujours eu tendance à voter en fonction de l'orientation dominante. Ainsi, en mars 1991, plus de 75% des votants se sont prononcés en faveur du maintien de l'URSS, mais en décembre de la même année, après la décision prise au sommet de dissoudre cet État, 90% des Ukrainiens ont voté pour l'indépendance. Puis, de 1991 à aujourd'hui, les élections ont amené au pouvoir, au gré des rapports de force entre oligarques, des présidents successifs se prononçant tantôt en faveur de l'OTAN et de l'UE, tantôt en faveur de l'Eurasie, et changeant même d'orientation au cours de leur mandat comme ce fut le cas après ladite « révolution orange » de 2004 ou, plus récemment, avec le refus du président Yanoukovitch de signer l'accord d'association Ukraine-Union européenne.



La situation économique et sociale de l'Ukraine n'a donc cessé de se dégrader depuis 1991, ce qui explique qu'on estime aujourd'hui à 150 milliards de dollars la somme réellement nécessaire pour rétablir l'équilibre des comptes publics et assurer le redémarrage de l'économie. Pourtant l'Ukraine reste un pays riche : les meilleures terres noires du monde - un rêve pour les producteurs d'OGM !, des ressources naturelles importantes, des entreprises de très hautes technologies, liées au désormais rival économique russe qu'on n'a pas voulu intégrer dans la grande famille de la bourgeoisie transatlantique. Vieux réflex de mépris à l'égard des Untermenschen ou habituelle concurrence capitaliste ? Quoi qu'il en soit, si en 2004, on a essayé de forcer les choses en utilisant le mécontentement populaire, aujourd'hui, les mêmes cercles ukrainiens et occidentaux se sont lancés à l'assaut de Kiev avec l'intention de renverser un président qui avait daigné résister à l'UE ; pour ce faire, ils ont utilisé des groupes liés à la vieille extrême droite d'Ukraine occidentale formée à l'époque nazie et se revendiquant toujours de cette idéologie.

Le recours aux néofascistes

Ce sont eux qui, depuis le renversement de Yanoukovitch fin février

2014, constituent l'élément moteur de la reprise en main des forces de sécurité, de la police, de la justice, de l'éducation en Ukraine et de la formation de la Garde nationale qui guerroye dans le Donbass en révolte. Ce sont eux que l'on soupçonne, éléments de preuve à l'appui, d'avoir tiré à la fois sur les manifestants et sur les policiers lors des derniers jours de la présidence Yanoukovitch et lors du pogrom de la maison des syndicats d'Odessa en mai dernier. Soupçons d'autant plus crédibles que Kiev a refusé une commission d'enquête internationale et a proclamé le huis clos, avec expulsion des députés communistes, les seuls à être plutôt neutres dans l'affrontement Yanoukovitch - Maïdan. Communistes aujourd'hui pourchassés dans tout le pays, dont le groupe parlementaire vient d'être dissous en attendant une décision de « justice » devant interdire leur parti. Communistes auxquels on avait refusé auparavant de prendre en compte les 4 millions de signatures qu'ils avaient rassemblés pour obtenir un référendum sur les propositions d'association avec l'UE. Accord qui d'ailleurs sous une autre forme a été signé récemment, en même temps qu'un autre accord soumettant le pays aux injonctions du FMI. L'Ukraine recevra donc une « aide », que la Grèce ne reçoit pas, mais qui l'aidera à

« ouvrir » son marché et à liquider des pans entiers de son économie ainsi que le peu qui reste de l'héritage soviétique.

On comprend alors pourquoi l'est et le sud du pays, qui assurent le gros de sa production et de sa richesse, rechignent à suivre la politique imposée à la suite du coup de force de février 2014. Ils savent que ce n'est pas l'UE en crise qui les sauvera alors que les économies émergentes d'Eurasie et d'Asie offrent des perspectives plus réalistes. A cela s'ajoute l'opposition aux oligarques qui explique pourquoi les centres ouvriers du Donbass ont proclamé des « Républiques populaires » où il a été décidé la nationalisation et la confiscation des biens mal acquis. Initiatives qui entrent en opposition avec les intérêts des parvenus enrichis par le pillage de l'ex-URSS. Ce qui explique la réticence de Poutine et son cercle d'oligarques à les soutenir réellement.

Un avion qui tombe à pic..

Aujourd'hui, c'est donc la guerre en Ukraine. Même si des négociations viennent d'être engagées à Minsk entre les autorités de Kiev, les insurgés du Donbass et la Russie, les combats se poursuivent entre insurgés et une armée renforcée par les commandos de l'extrême droite ukrainienne, des conseillers militaires américains et des mercenaires venus de tous les pays et appartenant à Greystone et à l'ex Blackwater tristement célèbre en Irak et rebaptisé Academy. Sur fond de désorganisation, l'affaire trouble de l'attaque de l'avion malaisien vient mettre de l'huile sur le feu. D'autant plus que les versions des différents protagonistes ne concordent aucunement et que les accusations émises par les USA contre la Russie ou les insurgés du Donbass n'ont pas été corroborées par un début de preuve. Les USA n'ont pas communiqué les éléments en leur possession alors qu'on sait qu'ils observent en permanence les zones de combat. Quant à la version russe, elle semble mieux bâtie, mais les médias occidentaux ne veulent pas entendre parler. Ce sont finalement d'anciens hauts fonctionnaires des renseignements US qui exigent que Washington publie les données qu'elle possède. Et on apprend que les Pays-Bas, la Belgique, l'Australie, l'Ukraine, sans l'aval de la Malaisie, viennent de signer un

accord permettant de tenir secret les conclusions de leur commission d'enquête. En tout cas, si l'on voulait envenimer la tension en Ukraine et surtout entre la Russie et l'Union européenne au moment même où Poutine lançait une proposition de coopération « de Lisbonne à Vladivostok », on ne s'en serait pas pris autrement qu'en lançant le genre d'accusation proférée par Kerry et l'ambassadrice US aux Nations Unies. Il est clair que le rapprochement de l'Europe occidentale avec les puissances émergentes d'Eurasie et du BRICS constituerait la plus mauvaise nouvelle que les États-Unis pourraient recevoir. D'ailleurs, à l'autre bout du continent, les tensions récurrentes dans la péninsule coréenne ou au large des îles Senkaku/Diaoyu apparaissent aussi à chaque fois que la tension tend à baisser. On a donc désormais le droit de poser la question si toutes ces tensions successives sur les pourtours de l'Eurasie ne sont pas liées entre elles. En Ukraine, Syrie, Irak, Palestine, Iran, Libye, conflits africains, Corée, mer de Chine, a-t-on affaire à des tensions isolées ou à une même logique d'affrontement entre une puissance nord-américaine déclinante à cause de sa propre crise et de l'affaiblissement constant de sa monnaie et des puissances émergentes qui tentent, avec leurs nouveaux alliés et partenaires dans les pays du Sud, des voies nouvelles vers un développement plus autocentré ? La guerre en Ukraine est-elle un conflit local, un nouvel affrontement est-ouest ou un moyen d'empêcher l'Europe occidentale de se détourner de l'Atlantique nord pour rejoindre sa masse continentale ?

A qui profite la guerre ?

La poursuite de la guerre en Ukraine, qui a déjà fait plus d'un milliard de morts au moins, sert certainement des intérêts troubles des pays en crise et camoufle les malversations d'oligarques qui restent aux manœuvres mais qui craignent que la lumière des projecteurs soit ciblée sur eux. Le peuple d'Ukraine a manifesté, que ce soit au début des événements de l'euromaïdan ou lors de l'insurrection du Donbass, qu'il supportait mal l'hégémonie des oligarques dont un certain Igor Kolomoïski se profile comme la figure emblématique. Gouverneur du centre industriel de Dniepropïetrovsk,

puissant oligarque, leader communautaire juif lié à l'Etat d'Israël, financier de plusieurs détachements de la Garde nationale et protecteur de l'extrême droite antisémite en un seul homme. Ainsi, rien n'étonne plus dans cette Ukraine en dégénérescence où seul l'affairisme le plus cru permet désormais d'expliquer les soubresauts de la vie politique intérieure.

Comme l'économie ukrainienne est au bord du gouffre, on comprend que la logique de guerre empêche de s'atteler à résoudre les problèmes du pays mais aussi de rechercher les responsables de cet état de fait. On comprendra dès lors pourquoi on est en passe d'interdire le parti communiste, le seul parti ayant une base sociale populaire consistante en dehors des groupes d'extrême droite. Alors que l'ancien parti des oligarques pro-Yanoukovitch, le parti des régions, lui, ne semble pas menacé par les mêmes mesures. Preuve s'il en est que les oligarques se combattent parfois durement, mais que leur peur commune est de se retrouver devant une réelle mobilisation populaire. La guerre est donc une fuite en avant utile pour tous ceux qui n'ont ni les moyens ni l'envie de proposer des dynamiques de développement bénéfiques pour les peuples. L'Ukraine dans ce contexte fait plus figure de terrain de jeu que de sujet autonome du concert des nations. ■

* *Maître de Conférences au Centre de Recherche 'Europes-Eurasie' à Paris et Directeur de « La Pensée Libre »*

La paix en danger

«L'OTAN et ses États membres coopèrent et soutiennent d'autres pays dans la préparation et la perpétration des guerres d'agression...(..) la demande à tous les pays membres de porter leurs budgets militaires à au moins 2% du PIB... (tend vers) la préparation directe pour une utilisation plus agressive de la force militaire de l'OTAN partout dans le monde et le début d'une nouvelle course aux armements »

Déclaration du Parti de la Gauche Européenne du 28.07.2014 à la veille du sommet de l'OTAN au Pays de Galles

"ENTRÉE AUTORISÉE AUX CHIENS..."

Paul Delmotte

L'affaire de l'affichette exposée en vitrine du magasin d'un citoyen turc de Saint-Nicolas, dans la province de Liège, a été reprise avec une quasi-unanimité et dans des termes similaires, par nombre de nos médias. Implications, non-dits et sous-entendus.

«Autorisé aux chiens mais en aucun cas aux sionistes» («aux Juifs» en turc). Que nous dit ce texte? Bien des choses en fait.

Tous nos médias soulignent la similitude de l'affaire de Saint-Nicolas avec la période nazie. Et il est tout à fait vrai que l'affichette évoque de sombres réminiscences. Ou - l'oublie-t-on? - des panneaux, moins anciens, interdisant l'entrée aux Noirs, aux Maghrébins, aux étrangers... L'affichette évoque surtout - à mon sens - une insondable bêtise, ce qui est moins développé dans nos médias. Médias qui, à ma connaissance, ne se sont à aucun moment penchés sur la validité et le poids éthique d'une distinction entre Juifs et sionistes, Juifs et Israéliens.

Que penserait l'épicier turc de Saint-Nicolas si, demain, des Arméniens ou des Kurdes de Belgique s'en prenaient à leurs compatriotes et leur interdisaient, par exemple, l'accès à leurs commerces? Sans doute que cela n'a pas de sens. Cela aurait-il plus de sens (comme l'invoque ce commerçant dans ses «explications» aux journaux) en invoquant non pas «les Juifs», mais les «sionistes», l'interdiction se haussant dès lors à un registre plus «politique»? Il y a plusieurs années, j'avais entendu l'histoire de clients amateurs de couscous qui, après avoir demandé au patron du restaurant son avis - favorable - sur la politique de Hassan II au Sahara occidental, avaient quitté avec fracas l'établissement après avoir passé commande... Toujours l'incommensurable bêtise. Mais aussi le fait que, parfois, le terme «sioniste» - ou «antisioniste» -

apparaît comme bien commode.

D'aucuns estiment toutefois que «les médias» ne font pas, dans cette affaire, la distinction entre sionistes et Juifs. C'est vrai: nos journalistes constatent au demeurant - et à juste titre, au vu des deux versions de l'affichette - que le propriétaire du magasin ne la fait pas non plus. Pas plus, il est vrai, que pour la Ligue belge contre l'antisémitisme (LBCA) qui a révélé l'affaire, et son président, dont le combat farouche contre l'antisémitisme ne doit pas occulter son engagement tout aussi farouche en faveur de la politique menée par les dirigeants israéliens. Que penser de cette distinction? Il fut un temps, où la gauche, la «vraie», avait encore un certain poids, où la distinction entre Juifs et sionistes, Juifs et Israéliens, était impérative. À une déjà lointaine époque où le cri de «Mort aux Juifs!» dans une manifestation propalestinienne était impensable. Le temps a passé: chute du Mur, affaiblissement dramatique du mouvement ouvrier organisé, une social-démocratie de plus en plus alignée sur le néo-libéralisme... Faut-il s'en réjouir? En l'occurrence, non! À un internationalisme maintenu tant bien que mal se sont substitués les prismes religieux, ethnique, communautaire, nationaliste, les «chocs des civilisations»...

Le paradoxe dans tout cela est que les «antisionistes» (je ne généralise pas, bien sûr) qui, au nom du soutien - bien entendu justifié - à la cause des Palestiniens, s'en prennent aux Juifs et basculent peu ou prou dans l'antisémitisme, s'alignent en fait sur... le discours sioniste. En faisant leur un dogme majeur de cette idéologie politique: celui qui voit dans tous les Juifs du monde des descendants des Hébreux qui, de ce fait, auraient un droit (?) sur le territoire de l'Israël/Palestine. Celui, aussi, qui fait de l'État d'Israël le représentant



attiré de toutes les communautés juives de par le monde. Comme le disait naguère un jeune beur à un ami, Belge et juif, venu critiquer la politique israélienne dans son école: «ça doit être dur pour vous, Monsieur, de critiquer votre pays!»... Tout cela s'ajoutant, bien sûr, à une ignorance crasse de ce qui peut attacher une majorité de Juifs à l'État d'Israël.

Le commerçant saint-niclausien voulait, dit-il, attirer l'attention sur les massacres qui se commettent en ce moment à Gaza du fait de l'armée israélienne? Il obtient en quelque sorte le résultat contraire: comme pour les manifestations parisiennes, les médias focalisent, nolens volens, cette attention sur les manifestations d'antisémitisme censées se dissimuler - c'est parfois le cas, mais parfois seulement - sous le couvert de l'opposition au «sionisme». Le commerçant a donc en quelque sorte offert aux défenseurs inconditionnels de la politique israélienne un «cadeau de Saint-Nicolas» inespéré.

N'est-il pas temps de paraphraser Yitzhak Rabin? Et - tout en gardant en tête les déséquilibres démesurés entre les forces en présence à Gaza - de dénoncer avec une même fermeté l'antisémitisme comme s'il n'y avait pas «Gaza»; et la politique des dirigeants israéliens comme si ceux-ci n'étaient pas juifs? ■

* Professeur retraité de l'IHECS

Élections 2014 : l'affichage et la communication face au pouvoir

Peter Maaswinkel

A l'approche des élections de 2014, une partie non négligeable des intentions de vote se portèrent sur les partis marxistes,^{i,ii} ce qui ne manquait évidemment pas d'inquiéter les quartiers généraux des partis traditionnels.ⁱⁱⁱ Ceux-ci prirent dès lors des mesures visant à diminuer l'influence des forces alternatives.

Parmi les moyens de communication, l'affiche qui a longtemps occupé, et occupe toujours, une place importante offrait donc un terrain, parmi d'autres, pour tenter de mettre en sourdine le message des concurrents qu'il convenait de tenir en marge du débat démocratique et, principalement, à l'écart du pouvoir.

Comme à toutes les élections dans notre pays, on pouvait constater, en effet, que les partis traditionnels avaient déjà commencé à placer leurs affiches quand les petits partis étaient encore soumis aux formalités de vérification des signatures voire d'attribution des numéros de liste. Les partis traditionnels ont ainsi bénéficié de plusieurs jours d'avance et pouvaient occuper les panneaux officiels avant les autres, ne laissant parfois que peu de place à ceux-ci. En maints endroits, les militants des partis dont le démarrage avait de la sorte été retardé étaient donc obligés de se contenter des vides, souvent trop réduits, laissés par-ci ou par-là dans le bas d'un panneau ou entre les rangées compactes d'affiches des partis traditionnels.

De plus, faisant fi d'un arrêt du conseil d'Etat en la matière^{iv} des communes tentèrent de renoncer au placement de

panneaux. Après Anvers, des problèmes de cet ordre se sont notamment posés à Seraing^v, Herve,^{vi} Neupré,^{vii} Trooz^{viii} ou Wemmel.^{ix}

Le nombre et la surface des panneaux n'étant pas fixés par la loi, beaucoup de communes se contentèrent d'autre part de les réduire fortement comparativement aux élections précédentes. Cette diminution fut annoncée dans les médias en même temps que l'avertissement de l'interdiction de l'affichage sauvage, ainsi que le rappel du droit dont disposent les citoyens de placer des affiches à leur fenêtre ou sur leur terrain.^x Or, plus un parti est grand, plus il a de membres et plus il dispose donc de possibilités de placer des affiches. De la sorte, on vit apparaître un nombre inhabituellement élevé de panneaux dans les cours et jardins, devant les maisons ainsi que dans les champs, notamment le long des grands axes routiers. Les systèmes de lattes, de panneaux et leur placement étant partout très similaires, il est difficile de ne pas en conclure qu'ils furent essentiellement préparés et placés par des militants, voire des professionnels, plutôt que par les habitants ou les propriétaires eux-mêmes, mais avec l'accord de ceux-ci. La visibilité des grands partis était donc garantie, tandis que celle des petits partis, ainsi que des nouveaux, était proportionnellement amoindrie.

Dans certaines communes, des quotas furent attribués. A Liège il était question que les partis non encore présents dans les assemblées ne pourraient disposer que de 50 % de la surface allouée aux partis y représentés. La commune de

Forest fixa même, lors de sa séance publique du 1er avril 2014, la répartition quantitative suivante : « 90 % au profit des partis politiques (actuellement) représentés au sein du Parlement de la Région de Bruxelles Capitale, de la Chambre des Représentants du Sénat ou du Parlement Européen. [...] » et 10 %, en parts égales, aux autres.^{xi} A Saint-Gilles le rapport était de 85-15 %.^{xii}

Il y a lieu de mentionner d'autre part l'installation, en dernière minute, de panneaux pré-remplis d'affiches des partis localement au pouvoir tout près des bureaux de vote, y compris dans les cours de récréation des écoles où l'accès des autres partis n'était pas garanti et dont la possibilité n'avait que rarement été annoncée. Large priorité aux partis en place donc !

On peut, certes, rêver d'un système très strict, comme celui qui régit l'affichage électoral en France. Cependant, il est douteux que la liberté d'expression garantie par la Constitution permette de transposer ce règlement tel quel à la Belgique. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de nous demander si, sans toucher à cette liberté, il n'y aurait pas lieu de mettre en place un code unique et équitable de l'affichage électoral.^{xiii} Car trop souvent, le brouillard ne profite qu'à ceux qui détiennent le pouvoir. ■

* Professeur en sciences de la communication à la Haute Ecole IB, Berlin. Diverses publications sur l'art et la pédagogie (<http://home.scarlet.be/peter.maaswinkel/index.html>)

i Lamquin, Véronique ; Bouillon, Pierre ; Coppi, David : Grand Baromètre: le PTB fait mal au PS, in : Le Soir, jeudi 13 février 2014, en ligne : <http://www.lesoir.be>

ii Elections 2014 : la montée des partis radicaux se confirme, in : La Libre.be, le 23 avril 2014, en ligne : <http://www.lalibre.be>

iii PS et MR en léger recul en Wallonie, le PTB talonne Ecolo, in : 7sur7, le 15 mai 2014, en ligne : <http://www.7sur7.be>

iv Raad van State, Afdeling Bestuursrechtbank: Arrest nr. 220.496 van 3 september 2012, en ligne : <http://www.raadvst-consetat.be>

v Seraing: pas d'affichage électoral sur le domaine public, in : RTBF Info, le 25 mars 2014, en ligne : <http://www.rtbfbel.be/>

vi Élections : pas d'affichage à Herve, in : L'avenir.net, 11 mars 2014, en ligne : <http://www.lavenir.net>

vii Neupré : l'affichage électoral sera maintenu, malgré les réticences du MR, in : RTBF, 28 février 2014, en ligne : <http://www.rtbfbel.be/>

viii Baltus, O. : Affichage électoral : ça doit se savoir ! in : Infotrooz, 23 avril 2014, en ligne : <http://www.infotrooz.be>

ix A.L. avec J. Durant : Polémique à Wemmel : il n'y aura pas d'affichage électoral communal, in : RTBF.be Info, le 4 mars 2014, en ligne : <http://www.rtbfbel.be/>

x Maréchal, Jean-Baptiste : Carlo Di Antonio s'attaque à l'affichage sauvage le long des routes, in : dh.be, le 4 février 2014, en ligne : <http://www.dhnet.be/>

xi Commune de Forest : Extrait du Registre aux Délibérations du conseil Communal. Séance publique du 1er avril 2014, en ligne : <http://www.forest.irisnet.be>

xii Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal, Séance publique du 27 mars 2014, en ligne : <http://www.stgilles.irisnet.be>

xiii Faut-il uniformiser les règles (complexes) de l'affichage électoral ? in : RTBF.be Info, le 16 avril 2014, en ligne : <http://www.rtbfbel.be>

Espagne : le séisme du 25 mai

Juan Domingo Sanchez Estop

Le 25 mai dernier l'Espagne a connu une forte secousse politique. Elle a eu lieu à l'occasion des dernières élections européennes, des élections auxquelles les médias et les partis du régime donnent d'habitude peu d'importance. Or, pour une fois, il s'y est passé quelque chose. En premier lieu, les deux grands partis du régime, le PP (de droite) et le PSOE (Parti socialiste néolibéral) ont connu une baisse gigantesque de leur soutien électoral. Si les deux formations possédaient au total presque 80 % des voix lors des dernières législatives, ils se retrouvent après les européennes du 25 mai avec 52 % des voix. La chute est donc spectaculaire et marque la désaffection de la population envers les deux partis qu'elle reconnaît comme les responsables de l'appauvrissement, du chômage de masse, de la perte de droits. Les deux partis sont désormais reconnus comme un seul qu'on commence à nommer « la caste » : le parti du capital financier et de la dette illégitime.

L'autre élément de déstabilisation du régime a été l'excellent résultat de la gauche qui contraste avec la montée de l'extrême droite presque partout ailleurs en Europe (à l'exception de la Grèce et de la Belgique). Izquierda Unida, (la coalition formée autour du PC) remporte presque un 10 % des voix et double ainsi son score des précédentes élections, mais une nouvelle force de gauche née il y a à peine 6 mois, nommée Podemos (nous pouvons) devient la grande surprise en remportant presque 8 % des voix et en talonnant la grande force traditionnelle de la gauche. Les deux forces de gauche arrivent ainsi à un 18 % des voix et se rapprochent dangereusement du parti de la « gauche » du régime, le PSOE. Il semble, d'après les premiers sondages réalisés après les européennes que la croissance de Podemos se poursuit et on lui attribuerait à plus de 13 % des voix, sans perte corrélative de voix de la part d'IU.

Podemos est ainsi la grande nouveauté

qui est venue troubler le jeu traditionnel des partis et de la représentation. Cette force récemment fondée synthétise plusieurs facteurs disparates : des mouvements sociaux, comme celui des « indignés » ou les mouvements contre les évictions, une organisation de la gauche militante de tendance trotskyste (IA, la gauche anticapitaliste) et un groupe de politologues qui ont fait l'expérience directe des processus latino-américains et ont collaboré avec le Venezuela bolivarien,



l'Équateur de Correa et la Bolivie d'Evo Morales. Ce groupe qui avait mis au point ces dernières années une stratégie de communication dans les médias dont la tête la plus visible est Pablo Iglesias Turrión a mené -avec un budget de 150.000 euros nets provenant du crowdfunding- une campagne extrêmement puissante appuyée sur un réseau de plus de 400 « cercles Podemos ». Podemos a ainsi remporté 5 eurodéputés et est déjà crédité de 58 députés lors des prochaines législatives.

La monarchie espagnole, au plus bas de sa popularité à la suite de très graves affaires de corruption de membres de la maison royale et de graves erreurs d'image du monarque lui-même -comme sa chasse à l'éléphant au Botswana alors que son pays sombre dans la crise et rivalise avec la Roumanie en pauvreté infantile- a ressenti le coup de cette montée de la gauche. Craignant que la

nouvelle majorité parlementaire ne soit plus suffisante pour que le roi Juan Carlos soit légalement blindé face à la justice après son abdication, le gouvernement et la maison royale ont précipité les événements et le souverain nommé par Franco a abdicé en son fils Felipe. Le tremblement de terre du 25 mai s'est fait sentir dans le palais royal, mais il avait, une semaine avant, déjà forcé la démission du secrétaire général d'un PSOE en déroute. Les manifestations de masse contre la monarchie n'ont pas tardé à se produire : la puerta del Sol de Madrid a vu fleurir les drapeaux tricolores de la République espagnole, alors que l'idée de l'incompatibilité entre la monarchie et la démocratie s'est ouvert une place importante dans le sens commun de la population.

Désormais, la monarchie et le régime sont à la défensive. Le prince Felipe est présenté par les médias comme une personne « très bien préparée » pour la fonction de chef de l'État, or on commence à entendre un peu partout que si ce -pas si- jeune homme de 46 ans est « si bien préparé », « il n'a qu'à se présenter aux élections ». Les bouleversements sismiques suivent leur cours et c'est maintenant l'oligarchie catalane qui commence à avoir peur en voyant que la représentante la plus connue de la plateforme contre les évictions (Plateforme des victimes de hypothèques, PAH), la très populaire Ada Colau, se porte candidate à la tête d'une large coalition de gauche à la mairie de Barcelone. La droite catalane qui pensait manipuler le nationalisme pour échapper à ses responsabilités dans la crise se trouve également visée par la montée de cette nouvelle gauche qui prend racine dans les mouvements sociaux. ■

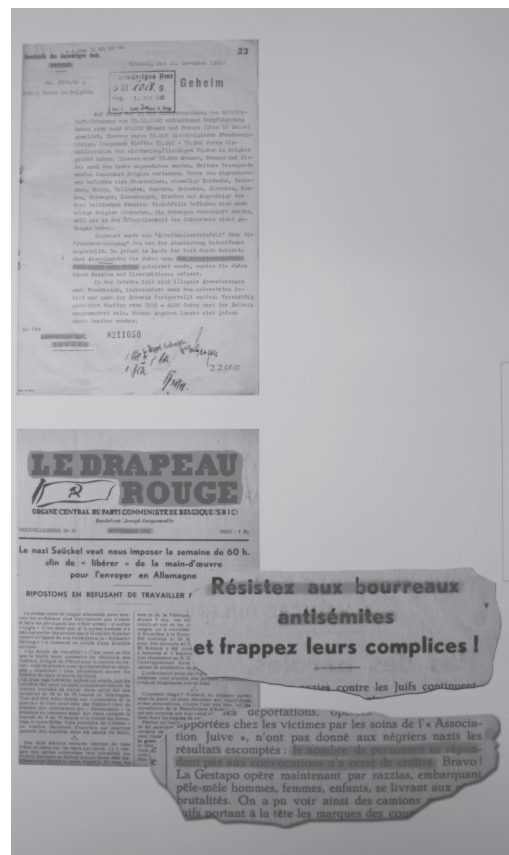
2004-2014 Le nouveau DR : 10 ANS DÈJÀ

C'était à l'été 2004, une poignée de camarades fraîchement entrés au Parti se sont dit qu'il n'était pas possible de se résigner à la disparition définitive du Drapeau Rouge, de ce titre si porteur d'histoire, Et quelle histoire! Dix ans après, la parole est tenue ! Le DR est toujours là ! Certes pas encore avec une régularité optimale mais, vous l'avez remarqué, nous faisons des efforts. A l'occasion de ces dix ans, nous reproduisons quelques fragments de l'édito du premier numéro et des images qu'Emmanuel, un de nos amis, a trouvé dans le pavillon belge du mémorial d'Auschwitz : images et message vibrants montrant la résistance du DR clandestin sous l'occupation nazie.

Dans l'édito de reparution en 2004, significativement intitulé «*Nous sommes toujours là*», nous disions entre autres : «*Après avoir disparu pendant de nombreuses années, ces feuilles se veulent annonciatrices d'un retour...(..) Tout en restant fidèles à nos origines, nous ne pouvons ignorer que beaucoup de choses ont changé et que ces transformations exigent de nous, comme des progressistes en général, des efforts sérieux de réflexion et d'imagination. Nous ne pouvons pas, en conséquence, nous dispenser d'une inévitable adaptation aux nouveaux enjeux de notre époque. Et cette remise en question invite au débat...(..) Le Drapeau Rouge renaît aujourd'hui, pour rester, pour persévérer, pour accompagner durablement nos réflexions et nos luttes...(..) Ces feuilles simples, photocopiées, produites quasi sans d'autres moyens que l'enthousiasme, reflètent mieux, en effet, la situation de notre organisation qu'une présentation coûteuse...(..) Voici donc quelques pages qui vous appartiennent, quelques pages qui, nous l'espérons, grandiront avec vos efforts et avec votre participation et qui refléteront, surtout, la richesse de nos débats dans ces moments si importants pour une organisation communiste à refonder.*» Message toujours actuel !

Occasion de dire également nos sincères remerciements à tous ces amis qui ont répondu positivement à l'idée lancée par un de nos lecteurs de donner des ordres permanents à votre banque, même pour des montants modestes, pour soutenir le DR.

Un tout grand merci encore.
Le Collectif du DR



« PTB, Nouvelle Gauche - Vieille Recette »

Roland Nyns

Pascal Delwit, professeur de science politique à l'ULB, vient de publier une intéressante étude consacrée au PTB(1). Il est malheureux que cet ouvrage soit paru en mars 2014, c'est-à-dire deux mois avant les élections, et n'ait donc pu tenir compte de la campagne électorale, ni des résultats de ce scrutin. Ceci s'explique peut-être par le parti-pris de l'auteur déjà exprimé dans le titre du livre. En effet, la thèse centrale est que ce parti n'a pas fondamentalement changé depuis la fondation du mouvement AMADA dans la foulée des mobilisations estudiantines de 1968 à Louvain. Sur près de 400 pages, Delwit décrit la naissance de "Alle Macht Aan De Arbeiders" en 1970, son développement et sa mue en PDVA-PTB, jusqu'à son huitième congrès de 2008, le dernier en date, censé donner naissance au "nouveau PTB". Dans cette partie du livre, qui est probablement la plus intéressante, l'auteur nous rappelle donc certaines des absurdités défendues à l'époque par AMADA, telles que son soutien au renforcement de l'OTAN contre le "social-impérialisme" du Pacte de Varsovie.

Il y évoque aussi les confrontations entre militants d'AMADA et ceux, alors nombreux, du KPB lors des grèves du port d'Anvers. Ces derniers ne se laissaient pas traiter impunément de "traîtres" à la classe ouvrière. L'alignement inconditionnel sur les thèses "maoïstes" du PC chinois ont aussi conduit AMADA et plus tard le jeune PTB à soutenir les Khmers Rouges, ainsi que des mouvements comme l'UNITA financée et armée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, Mobutu et la CIA en Angola. Dans le même aveuglement, ils critiquaient, voire dénonçaient Nelson Mandela et l'ANC, ainsi que le régime de Fidel Castro à Cuba. Notons au passage qu'il est malheureux que le style idiosyncratique de Delwit obscurcisse parfois son argumentation. Ainsi en page 76 il nous apprend que "En Flandre, ce mouvement de l'Eglise et de la société prend une tonalité forte. L'appel à l'ouverture des fenêtres et des portes se

répand. Le fonctionnement des institutions, de la société ou du système politique est interpellé et mis en cause." Je veux bien, mais encore?

C'est entre son premier congrès en 1979 et le huitième en 2008 que le PTB évolue vers des positions plus réalistes et indépendantes du PC chinois. Cela ne se déroulera évidemment pas sans crise, surtout dans le contexte des événements de la place Tien an Men, de l'effondrement du mur de Berlin et de la disparition du "socialisme réel", ce que Delwit relate dans le détail. Il décrit aussi comment ce "nouveau PTB", c'est-à-dire celui issu du congrès de 2008, se professionnalise, en particulier dans sa communication. Sur le fond, le PTB adopterait de "la fermeté dans les principes et la souplesse dans la tactique", ce qui est expliqué pédagogiquement par le contraste entre la "cuisine" d'un restaurant, qui peut parfois être chaotique, et l'ambiance feutrée de la "salle". Interprétation qui a visiblement inspiré le sous-titre "vieille recette" à Delwit, mais aussi sa thèse principale. Il estime que "la nouveauté" tient dans le nouvel équilibre mis en place entre les deux visages du parti... Ceux qui, selon lui, correspondent à la "salle" et à la "cuisine" (p. 261).

Nous approchons là de la critique fondamentale que Delwit adresse au PTB et qui tient en deux points. Le premier pêché capital de ce parti serait de douter de la possibilité de changer le système capitaliste uniquement par les élections. Il cite entre autre Peter Mertens qui a déclaré au Soir (1er mars 2012), "...pour nous, les mouvements de masse ont leur poids dans l'histoire", et d'en déduire que le PTB ne s'est pas "rallié à la démocratie représentative". Il me semble pour le moins surprenant qu'un professeur en sciences politiques (et de surcroît un ancien militant communiste) délégitime ainsi le rôle des mobilisations sociales et autres mouvements de masse (par ailleurs parfaitement démocratiques) dans l'évolution politique et sociale de notre société. Faut-il lui rappeler que ce sont

des mobilisations populaires qui ont précédé l'adoption de réformes au parlement depuis d'adoption du suffrage universel jusqu'à la dépénalisation de l'avortement (dont Delwit attribue la paternité au PS, au SP.a et aux "Verts" (p. 376).

Le deuxième pêché capital, d'après l'évangile selon Delwit, c'est d'être un parti marxiste et de vouloir instaurer un État socialiste ! Cela est pour lui totalement antinomique avec ce qu'il considère comme la seule forme de démocratie concevable, la démocratie représentative telle que nous la subissons. "Certes, la référence à la démocratie, à la qualification démocratique est très régulière, abondante même, mais ne s'agence pas à la démocratie représentative ou laisse planer un doute... (Or) le doute n'est pas permis, l'avènement du socialisme reste l'objectif premier du parti et celui-ci passera par un mouvement révolutionnaire " (p. 356). Mais à quel modèle de démocratie se réfère le professeur Delwit ? Il n'en dit rien. On en déduit que c'est celui basé sur la Sainte Trinité : le Roi, la Loi, la Liberté d'entreprendre !

Malgré ses points faibles, ce livre constitue une lecture importante pour tout observateur de la vie politique belge et en particulier pour les militants de gauche. Il présente indubitablement des lacunes - il ne comporte pas exemple pas de bibliographie - et souffre des partis-pris de l'auteur ; mais nous apporte une vision documentée sur un acteur de la vie politique de ce pays dont on ne doute qu'il est appelé à devenir important. ■



(1) *PTB. Nouvelle Gauche, vieille recette*, Éditions Luc Pire, Bruxelles, mars 2014

"Deux jours, une nuit"

Robert Waeles

Qui a dit que les problèmes de la vraie vie ne pouvaient pas faire du bon cinéma ? Peut-être le meilleur film des frères Dardenne

En 1999, les frères Dardenne recevaient la palme d'or pour « Rosetta », une ouvrière solitaire prête à tout pour retrouver du travail. Quinze ans après, voici Sandra (Marion Cotillard), mariée et mère de deux enfants, qui risque d'être virée de son boulot après une arrêt-maladie. "Deux jours, une nuit" semble former avec "Rosetta" un dytique dans lequel les deux femmes se ressemblent un peu et s'opposent beaucoup. A la course haletante de Rosetta, seule contre tous pour conserver son emploi précaire s'oppose le chemin de croix de la fragile Sandra qui va finir par réveiller la conscience sociale d'au moins une partie de ses camarades de travail. Sandra travaille dans une PME fabriquant des panneaux solaires, menacée par la concurrence chinoise. Elle sort d'un congé pour déprime. Pendant son absence, le contremaître a mis au point un système d'heures sups qui devrait permettre d'économiser son poste de travail (et donc son salaire). Pour rendre cette situation définitive son patron a décidé d'offrir une prime de 1.000€ à tous ses collègues s'ils acceptent ou, plus exactement, s'ils appuient le licenciement de leur collègue avant la fin de son congé-maladie. Le contremaître intervient personnellement dans ce sens auprès des travailleurs et le vote revient majoritairement positif.

On est vendredi. Avec une amie, Sandra va voir le directeur et obtient de faire organiser un autre vote le lundi suivant faisant valoir que le contremaître a influencé illégalement le premier. Pour expliquer en personne sa situation à tous ses collègues, elle va tenter de les rencontrer face à face, au cours du week-end (Deux jours et une nuit), avec l'aide de son mari (Fabrizio Rongione). Le film c'est ce porte-à-porte en forme de chemin de croix qui la conduit au domicile de chacun de ses camarades de travail



pour leur expliquer que le contremaître n'avait pas le droit de jouer au petit chef, que le patron en a convenu et donc qu'on revotera lundi. Bien entendu, elle ne sait que trop bien à quel point ces 1.000 € sont importants quand on est ouvrier mais, chers camarades, il ne faudrait pas oublier pour autant qu'elle aussi a vraiment besoin de conserver son salaire. A ce stade, on aurait pu s'attendre à une fastidieuse et lugubre litanie. Bien au contraire. Toutes les portes qui s'ouvrent sur ces collègues à convaincre sont autant de fenêtres sur des situations sociales aussi diverses que possible, sur un même fond de crise. Certains voudraient ménager la chèvre et le chou. D'autres expriment leur embarras et leur volonté de soutenir leur collègue, sans pour autant oser renoncer au pécule. C'est que la plupart des salariés, comme Sandra, sont submergés par les emprunts, tenus d'assurer la survie d'une famille avec un seul salaire. Un point commun cependant : tous lui demandent ce que pensent « les autres ».

Peu à peu, sans en être consciente, elle réveille une solidarité de classe qui s'était peu à peu dissoute dans les problèmes de consommation individuelle, au moins pour une partie du groupe. Comme on pouvait s'y attendre, le retour à la conscience sociale fera du dégât dans les familles. Deux collègues s'accrochent violemment à leur prime, jusqu'à la rupture de la solidarité familiale : un fils contre son père et un mari contre sa femme. Ce sera le plus terrible : celle-ci ose pour la première fois dire NON à son mari et le quitte. Le lundi matin, seule la moitié de ses collègues soutiendront Sandra. Eux au moins auront réalisé le piège dans lequel ils ont failli tomber, entrant dans une

logique qui aurait permis de les virer de la même façon lorsqu'une nouvelle « compression de personnel » s'annoncera. Le sociologue Bourdieu avait déjà révélé, analysant les nouvelles stratégies du capital, combien cette volonté de baisser les "coûts du travail" se résumait souvent à éliminer les plus faibles avec le consentement si pas l'appui de ses camarades de travail.

A la manière dont les frères Dardenne racontent la course de Sandra, on ne peut s'empêcher d'évoquer le mot d'artisanat de précision. Tout ici est leur œuvre, de l'écriture du scénario jusqu'au montage final, l'un et l'autre réglé comme une montre suisse. Leur travail a commencé en façonnant une série de personnages définis socialement par leur cadre de vie, leurs mots, leurs silences, les mouvements de leurs corps dans leur propre décor quotidien (ô ces portes toutes bien différentes devant lesquelles butte Sandra). Ensuite, tout se met en marche avec l'habituel style Dardenne, cette précision théâtrale, ces prises de vue caméras à l'épaule, sans aucun gros plan intercalé, suivant de près tous les personnages.

Le film est tout entier suspendu au corps et aux expressions de Marion Cotillard, si bouleversante, si juste. Sandra est pratiquement tout le temps à l'image. Si la caméra la quitte quelques instants, c'est pour quêter les réponses des salariés. On retrouve à ses côtés les acteurs des précédents films des Dardenne : Fabrizio Rongione (ici le mari de Sandra) joue, comme dans "Rosetta", le pilier, le soutien de l'héroïne tandis qu'Olivier Gourmet prolonge dans "Deux jours, une nuit" son rôle de « kapo » sans scrupules. ■

**Envie d'adhérer au PC?
Contactez-nous via notre
site internet:**

www.particommuniste.be

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultralibérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir. Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous les cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage!**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que le presse militante survit!

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

«..les médias commencent toujours par les roquettes oubliant les antécédents»
Marianne Blume p.2-3

ÉLECTIONS 2014

PTB-GO : Retour sur une expérience politique
Paul Marcus p.4-5.

SOCIAL

L'affaire Delhaize: détricotage social dans la grande distribution ?
Martin Willems p.6-7

POLITIQUE BELGE

Jean-Luc Dehaene : Ni vu ni connu, je t'embrouille !
Thierry Verhoeven p.8-9

INTERNATIONAL

Conflit Israël-Palestine : les lourdes responsabilités occidentales
Bruno Drweski p.10-11

INTERNATIONAL

L'Ukraine entre répressions et révoltes
Bruno Drweski p.12-13

OPINION

"ENTRÉE AUTORISÉE AUX CHIENS..."
Paul Delmotte p. 14

BELGIQUE

Élections 2014 : l'affichage et la communication face au pouvoir
Peter Maaswinkel p.15

INTERNATIONAL

Espagne : le séisme du 25 mai
Juan Domingo Sanchez Estop p.16

LECTURE

« PTB, Nouvelle Gauche - Vieille Recette »
Roland Nyns p.18

CINÉMA

"Deux jours, une nuit"
Robert Waeles p.19

Où trouver le DR?

La Louvière : Club Achille Chavée, 34 rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, Place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Joli Mai**, 29 av. Paul Dejaer, 1060 Saint-Gilles • **Librairie New Livourne**, 33 rue Potaerdenberg, 1070 Anderlecht



Journal du Parti Communiste

Editeur responsable : Claude Coussemont
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter?

dr@particommuniste.be

Adresse : 4, Rouppe • 1000 Bruxelles
tél : 0477 23 70 58 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €
Abonnement de soutien : 25 €
Abonnement de grand soutien : 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €

Nouveau Compte en banque :
IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !